L'usage de la liberté

Jusqu'à la fin des années 60, l'énergie — comme d'ailleurs l'eau et l'air — semble inépuisable. Son faible coût contribue largement à la croissance économique. Les premiers avertissements du Club de Rome qui met en évidence la limitation des ressources naturelles, non renouvelables, déclenchent un large débat mais ne modifient pas les pratiques.

La crise de l'approvisionnement pétrolier en 1973 et l'escalade des prix qui en résulte auraient dû mettre un terme à l'illusion d'une énergie éternellement abondante et bon marché. Mais là encore nous avons pu parer le coup, en payant le prix fort et en développant des sources alternatives; c'est le sens de la conception globale de l'énergie élaborée à cette époque: exploiter les substituts du pétrole et diversifier l'approvisionnement, une réflexion dominée par le souci de répondre à la demande. Pouvait-on d'ailleurs attendre d'autres conclusions de la part d'experts représentant les intérêts de l'économie énergétique?

Mais à partir de là, tout se brouille. L'option nucléaire, officiellement prônée, a peine à se concrétiser face à l'opposition des régions touchées par des projets et à la profonde division de la population. La Confédération, désarmée, et les cantons, guère motivés, sont peu actifs sur le front des économies d'énergie. Et la consommation de croître année après année.

Survient alors le nuage de Tchernobyl qui relativise la solution nucléaire. Pour la première fois les autorités renversent la vapeur; il ne s'agit plus de garantir à tout prix une offre énergétique correspondant à une demande «naturellement» croissante, mais d'examiner dans quelles conditions il est possible d'abandonner la production nucléaire. Et, significativement, les experts mandatés par le Conseil fédéral pour cet examen ne

sont plus des représentants de l'économie énergétique mais des économistes, des techniciens de l'énergie, des politologues.

Le rapport qui est maintenant entre les mains du gouvernement, et dont un résumé a été publié, n'indique pas la marche à suivre en matière énergétique; il présente des alternatives d'action avec leurs avantages et leurs inconvénients. La perspective est nouvelle: jusqu'à présent avait prévalu le dogme de l'énergie abondante, seule garante de la prospérité; tous ceux qui préconisaient d'autres voies étaient renvoyés aux ténèbres de l'âge des cavernes. Aujourd'hui on nous offre un choix et aucune des variantes ne conduit, semble-t-il, au chaos. Simplement chacune d'elles a son prix, ses contraintes.

Reste à savoir l'usage que parlement et citoyens feront de cette liberté. Déjà il semble que la marge de manœuvre mise à jour par les experts fasse peur. Avant même la publication du rapport, les milieux de l'électricité ont mis en doute le sérieux du travail des experts; une attitude qui disqualifie les électriciens pour le débat à venir. Mais que dire des partis politiques et des organisations économiques qui, le lendemain même de la publication du résumé des scénarios énergétiques, prennent position, catégoriquement? Vous êtes à côté de la plaque, Mesdames et Messieurs, vos états d'âme ne nous intéressent pas. Ras-le-bol de la guerre de religion, déposez vos actes de foi au vestiaire. Nous avons maintenant en mains tous les éléments d'information pour opérer des choix en connaissance de cause. Alors gardez vos slogans pour d'autres occasions, plongez-vous dans ce dossier et étayez vos positions avec des arguments de raison. L'enjeu tout comme le fonctionnement de la démocratie exigent cet effort.

L'avenir du futur

(jd) A la suite de la catastrophe de Tchernobyl et du débat parlementaire qui l'a suivie, le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie (DFTCE) désigne un groupe d'experts pour étudier les pré-alables, les possibilités et les conséquences d'un *abandon* du nucléaire et d'un *arrêt du développement* de cette source d'énergie, en comparaison avec la *continuation* de la politique actuelle. Les experts doivent soumettre à l'approbation du DFTCE les principales données de base qui sous-tendent les scénarios envisagés.

Le groupe d'experts a fait procéder à près de 70 études par des bureaux privés, des instituts universitaires et des administrations. Sur la base de ces données, il a élaboré un certain nombre d'évolutions possibles de la politique

Les experts

Bruno Böhlen, directeur de l'Office fédéral de la protection de l'environnement.

Conrad U. Brunner, architecte, spécialiste des problèmes de l'énergie.

Jiri Elias, chef de section à l'Office fédéral des questions conjoncturelles.

Bruno Fritsch, professeur d'économie au Polytechnicum de Zurich.

Bernard Giovannini, professeur de physique à l'université de Genève, spécialiste des problèmes de l'énergie.

Hans G. Graf, prof. à l'université de St-Gall, spécialiste de la prospective.

Frank Klötzli, professeur de géobotanique au Polytechnicum de Zurich, spécialiste de l'environnement.

Wolf Linder, professeur de science politique à l'université de Berne, spécialiste des politiques publiques.

Christian Lutz, directeur de l'institut Duttweiler, spécialiste de la prospective.

Hans Luzius Schmid, vice-directeur à l'Office fédéral de l'énergie, président du groupe.

Peter Suter, professeur au Polytechnicum de Zurich, spécialiste des techniques énergétiques.

énergétique suisse. Ces scénarios, plus d'une douzaine, sont des plans d'action: ils ne décrivent pas seulement les perspectives de l'offre et de la demande d'énergie, l'évolution des conditions socio-économiques; ils indiquent les mesures à prendre pour chacun d'eux ainsi que leurs effets prévisibles sur la sécurité de l'approvisionnement, sur l'économie, l'environnement, le système politique et social.

Comment construit-on un scénario?

Il s'agit tout d'abord d'énoncer un certain nombre de conditions générales valables pour tous les scénarios:

— respect des niveaux d'émissions polluantes et des niveaux d'immission fixés par le droit fédéral;

— renonciation à épuiser le potentiel de production hydraulique techniquement utilisable;

— l'abandon de l'énergie nucléaire ou l'arrêt de son développement ne doit pas conduire à un accroissement des importations d'électricité ni à la construction de centrales au mazout, au charbon ou au gaz. La consommation totale d'énergie fossile ne doit pas dépasser le niveau qui serait atteint en cas de développement de l'énergie nucléaire;

— la sécurité d'approvisionnement en électricité est fixée à 95% (importations nettes une fois en vingt hivers).

On étudie ensuite *quatre modèles d'évolution des conditions socio-économiques* (différents rythmes de croissance économique et types d'évolution sociale).

Puis on évalue la *demande d'énergie* en tenant compte des mesures envisageables pour en assurer une utilisation rationnelle (six variantes qui vont du statu quo à une action décidée — prescriptions, taxes, subventions).

L'offre d'électricité est définie par le mandat:

— *la politique de référence* consiste à couvrir la demande croissante d'électricité par la construction de nouvelles

centrales nucléaires essentiellement; — *le moratoire* interdit toute extension du nucléaire jusqu'en 2025 mais autorise le remplacement des centrales existantes;

— *l'abandon du nucléaire* à différentes échéances (1990, 2000, 2010, 2025).

Les deux dernières situations exigent de combler les lacunes éventuelles de l'approvisionnement électrique par des mesures d'économie, des énergies renouvelables et le couplage chaleur-force.

Les *scénarios* de politiques énergétiques découlent des combinaisons plausibles entre les modèles d'évolution socio-économiques, les types de demandes et d'économies possibles et les situations d'offre d'électricité.

Dans le résumé de leur rapport (le rapport complet sera disponible en avril seulement) les experts se limitent à présenter trois scénarios:

— *le scénario de référence*: croissance soutenue, renforcement de la politique énergétique de la Confédération et des cantons, article constitutionnel et loi non-exhaustive (1995), développement du nucléaire;

— *le moratoire*: croissance soutenue, renforcement de la politique d'économie d'énergie (loi sur l'électricité et loi exhaustive sur l'énergie), tarifs de l'électricité basés sur les coûts marginaux;

— *l'abandon*: croissance soutenue, prescriptions plus strictes en matière d'économies, subventions, abandon du nucléaire en 2025.

La conclusion la plus intéressante de ce travail, c'est bien entendu la révélation du potentiel important d'économies d'énergie. En clair, jusqu'à présent, nous n'avons guère prêté attention à l'efficacité de nos usages énergétiques, préférant développer la production. Aujourd'hui nous disposons de données, qui permettent d'envisager d'autres évolutions. Mais il ne faut pas se leurrer et les experts nous mettent en garde: le moratoire comme l'abandon ne seront pas des promenades de santé. Se libérer de la fatalité nucléaire implique des coûts financiers, des règles de conduite nouvelles, une volonté politique durable. Avantages et inconvénients à soupeser, choix à débattre démocratiquement. ■

Démarche cosmétique

(jpb) Le Conseil d'Etat genevois a annoncé le mois dernier une série de mesures destinées à limiter le nombre de travailleurs saisonniers, titulaires de permis B (annuel) et frontaliers. Deux sortes de raisons sont données pour cela: l'adaptation à la nouvelle teneur de l'ordonnance fédérale limitant le nombre des étrangers, qui tend à favoriser la main-d'œuvre indigène, et la volonté de prévenir tout dérapage à l'approche de la votation sur la sixième initiative xénophobe.

A Genève, la demande d'une entreprise désireuse d'engager un saisonnier ou un frontalier, ou l'octroi d'un permis B sont examinés par des commissions formées de représentants de l'administration et des partenaires sociaux. C'est ce système qui se trouve amplifié par les nouvelles pratiques: chaque année, l'entreprise ne retrouvera plus automatiquement que le 80% du nombre de saisonniers de l'année précédente, le 20% restant devra être justifié devant la commission au même titre qu'une augmentation d'effectif; la commission se prononcera non seulement sur le premier emploi d'un permis B, mais aussi sur ses changements de profession;

un nouveau permis de frontalier devra être requis après trois mois d'interruption au lieu de six précédemment.

En fin de compte, une certaine insécurisation des travailleurs étrangers, plus de paperasse, mais pas forcément moins de compréhension pour les «besoins légitimes» des entreprises: le Conseil d'Etat insiste sur son effacement derrière les partenaires sociaux, «aux prises avec les réalités pratiques», auxquels toute liberté est laissée de statuer favorablement.

On reconnaît bien la patte du patron du Département de l'économie publique, le démocrate-chrétien Jean-Philippe Maître: prendre une pose avantageuse, mais ne rien entreprendre de concret (ce qu'*Entreprise romande* du 22 janvier qualifie de démarche «politique» pour ne pas dire «cosmétique»). Pas de réduction volontariste du contingent de saisonniers, dont il faut rappeler le statut indigne et l'obligation qu'il entraîne de recourir à la main-d'œuvre clandestine puisqu'il n'y a pas véritablement à Genève de fluctuation saisonnière; pas de politique en vue du relèvement des bas salaires; des mesures administratives en lieu et place de politique économique pour maîtriser l'emploi frontalier où un appel d'air est créé par la fuite des saisonniers, devenus permis B, vers un secteur tertiaire toujours plus boulimique. ■

Indécence

(réd) 24 heures du 10 février relate la difficulté pour les entrepreneurs de profiter de l'hiver clément en maintenant les chantiers en activité. Le problème, nous apprend le quotidien lausannois, c'est qu'*en janvier et février, la main d'œuvre saisonnière coule des vacances ensoleillées dans le Sud. Un problème qu'il n'est pas facile de contourner.*

Cette manière de s'exprimer est parfaitement indécente quand il s'agit d'un des sujets de honte de la Suisse: le statut de saisonnier. L'auteur de ces lignes n'a qu'une excuse: celle de faire de l'ironie. Et encore! Il y a des sujets sur lesquels on ne plaisante pas, sans compter que les employeurs suisses ont fâcheusement tendance, à l'occasion de cet hiver clément, à vouloir le beurre, l'argent du beurre... et le sourire du saisonnier. ■

Revendication de paternité

Chers amis,
Dans votre n° 893, je trouve sous la plume de J.-L. Seylaz ces mots: *...et la dernière formule lancée à Dorigny «Arbenz macht frei» est admirablement centrée.*

Comme c'est moi qui ai lancé la formule (elle n'a fait que rebondir à Dorigny!) je la revendique; d'autant qu'elle m'a valu le courroux de l'intéressé.

J'en profite aussi pour revendiquer la paternité de ARBENZ, bon gag qu'on se raconte dans les bistros.

Pierre Reymond

(yj) La situation semblait favorable pour la socialiste bâloise Béatrice Alder, née Sarrasin-Helbing (des noms qui comptent à Bâle). Au premier tour, elle avait un modeste retard sur le seul des conseillers d'Etat sortants non réélu. L'arithmétique parlait pour elle et les urnes l'auraient favorisée si le soutien promis par les Verts, les Indépendants et les organisations progressistes s'était concrétisé sous forme de voix ou si les bourgeois n'avaient pas mis la sourdine sur les réticences qu'ils avaient laissé filtrer à l'égard de H. Striedel avant le premier tour.

ELECTIONS BALOISES

Chronique d'un non-événement

De part et d'autre la mobilisation fut intense pour le second tour, sauf dans la *Basler Zeitung* qui a laissé ses lecteurs s'exprimer pour et contre à longueur de colonnes, mais a elle-même continué d'ignorer l'événement dans sa partie rédactionnelle, mise à part une grande interview contradictoire.

Dans ces conditions, la «bataille de boue» de la dernière semaine a suffi à distiller les soupçons du «pas de fumée sans feu». Le juge dira s'il y a la moindre vérité dans ces ragots, soufflés aux bourgeois par Fabbri, leader des dissidents socialistes de la DSP, qui se voit très bien succéder dans quatre ans à son patron Schnyder, chef de la police bâloise. Ce que sachant, la droite n'a pas craint d'évoquer le spectre d'une nouvelle «Bâle rouge» en cas d'élection de Béatrice Alder: le Conseil d'Etat aurait compté trois socialistes — pas un de plus — sur sept. Mais l'arithmétique (électorale) n'est pas une science fiable. ■

Le temps politique (2)

(*réd*) La Suisse est menacée par un durcissement de ses strates sociales, symptôme de sénescence. C'était le diagnostic de l'Entrée II du Temps politique. Au-delà des données démographiques, archi-connues, sur l'insuffisant «taux de reproduction» de l'indigénat helvétique, la polisclérose suisse s'observe à des signes plus inquiétants: — accentuation des disparités sociales, du PDG à 100'000 francs par mois jusqu'au plus mal payé des «petits boulots» (un lecteur PLH souhaite que nous reprenions l'étude chiffrée de l'éventail des salaires); — hiérarchie des permis pour travailleurs étrangers, recréant, au XXe siècle de l'ouverture des frontières, des statuts d'Ancien Régime ou de Cité antique. A cette division sociale interne s'ajoute notre place dans la division internationale, externe. Les investissements suisses à l'étranger sont les plus élevés du monde. Cette gigantesque fortune «travaille» pour nous à l'étranger. On lui doit une bonne part de la prospérité suisse actuelle et notre classement tout en haut de l'affiche du tableau comparatif des revenus nationaux.

La réception par les lecteurs de DP

Autant les rapports «homme-nature» sont ressentis comme source d'une nouvelle morale de comportement, autant notre statut de privilégié mondial n'inspire guère nos lecteurs. Exercice difficile que de retourner sur soi un regard extérieur.

Comme consommateur que l'on met en batterie (D.R.), le Suisse réagit. Mais pourquoi est-il sur le marché mondial un si bon client? Cette question ne le provoque pas.

Les rapports de travail hommes-femmes, la flexibilité, qui se rattachaient à ce chapitre ravivent la discussion, pertinemment:

Si le temps partiel reste l'exclusivité des femmes, il entretiendra la féminisation de certaines professions, par contre s'il se généralisait parmi les tra-

vailleurs, il favoriserait peut-être l'égalité des chances entre hommes et femmes pour accéder aux métiers à haute qualification. (A. K-M.)

Mais on reste dans la gestion du ménage suisse. Certes, des miroirs, que nous ne pouvons pas masquer, nous renvoient notre image, l'Europe et le Tiers monde. Pour l'Europe:

Attention, c'est une tâche urgente, car cinq ans c'est vite passé pour un pays jamais pressé de prendre des décisions. (C.-F. P.)

Ce sera une souhaitable «secousse publique». (P.C.)

Ce sujet, bien sûr, ne quittera pas l'actualité que nous commentons. Et le regard européen, ce sera d'abord, pour nous, détruire cette illusion suisse que l'on peut entrer ou s'associer ou collaborer sans avoir à payer une «taxe de raccordement».

*Décapant, quand
guette la réflexion trop
abstraite, l'intervention
du lecteur.*

*Sur la notion de réversibilité, cette définition
ironique en marge. «Je
te prête une allumette.
Tu me la rendras quand
tu n'en auras plus besoin.»*

Pour le tiers monde — Nos propositions concrètes (participation active de la BNS au désendettement; service de coopérants) sont approuvées par plusieurs lecteurs et nous les développons plus longuement. Mais à retenir cette question:

D'où vient la différence de sensibilité et de prise de conscience entre la Suisse et certains pays scandinaves? Est-ce une différence culturelle ou un problème d'information? (A. K-M.)

En conclusion: nous savons nous voir, d'un regard critique et aigu, comme consommateur de biens et services, gâté-gavé-gaspilleur. Et nous voulons aussi que le nid reste propre. Mais pourquoi le nid suisse est-il si douillet? Cette question-là est généralement occultée.

La société médiatisée.

Les médias ne méritent plus leur nom d'intermédiaires entre l'événement et nous. Ils font l'événement. Ce dont ils ne parlent pas, n'existe pas. Ils sont maîtres du huis clos ou du pilori.

Ce que nous avons analysé, c'est moins le contenu de ce qu'ils communiquent, que le rythme même, le halètement, la recherche de l'instantané, le scoop. Ils créent l'illusion du temps réel alors qu'ils ont leur vitesse narrative propre, qui n'est pas celle du politique.

Plusieurs lecteurs souhaiteraient de manière plus traditionnelle une analyse de contenu (le catastrophisme, le culte de la star, la glorification de l'exploit (P.C.) ou des critiques de programmation, débouchant même sur des ascèses de renoncement à la TV (A.C.).

Mais, nous le soulignons, la décentralisation des pouvoirs freine, en Suisse, la théâtralisation médiatique. D'où l'autre question. Comment préserver le pluralisme des médias, et notamment celui de la presse écrite. Nos esquisses de propositions concrètes suscitent des réactions contrastées, en-dehors de tout parti-pris idéologique.

L'uniformité sous le pluralisme — *Que certaines radios privées aient une portée régionale? Oui! pour améliorer la qualité. Idem pour les journaux: le fédéralisme tant vanté se maintient par la pauvreté, cause de médiocrité et d'uniformité, en fait.*

Liberté du commerce — *Il faut savoir y déroger dans l'intérêt général, notamment pour empêcher que l'évolution des technologies d'impression n'aboutisse, pour le propriétaire des moyens de production les plus performants, à une situation dominante.* (F.B.)

En sens contraire:

Et les groupes étrangers? — Si l'on refuse les concentrations multimédias, nous serons colonisés par les grands éditeurs internationaux.

Le débat, bien sûr, reste ouvert. Nous le prolongerons.

La lisibilité politique

Terrain plus familier. Les constitutionnalistes ont encore de beaux jours. Plusieurs projets nous ont été adressés pour réformer le Conseil des Etats (notamment C.-E. H.). Ils ont en général pour point commun le souci de faire du Conseil des Etats une véritable Chambre des Cantons, soit par le mode de désignation des parlementaires qui y siègent, soit par les compétences spécifiques de la deuxième chambre.

Même réception sur le problème du «Parlement du milieu». L'hypocrisie du système actuel est critiquée par plusieurs lecteurs.

La difficile lisibilité de la politique parlementaire suisse est fortement ressentie.

Sur ce chapitre, la position d'un sage:

J'aimerais pour ma part prendre la balle au bond s'agissant de l'illisibilité des enjeux politiques et du rôle des médias. Les deux choses vont en effet de pair. La complexité technique des dossiers accroît le sentiment des citoyens que ce n'est en tout cas pas par l'action collective, politique, que leurs problèmes trouveront une solution, sentiment que la lenteur, la «viscosité» du processus helvétique a déjà trop tendance à générer.

Dès lors, il est inévitable que le débat politique soit de plus en plus présenté sous l'aspect du spectaculaire, du spectacle. La gauche, les intellectuels, les puristes que nous sommes ont tendance à condamner cette évolution, à rejeter cette personnalisation, ce jeu avec l'aspect extérieur des choses, le subjectif, le «look», avec ce qui touche et qui amuse. Mais la question, me semble-t-il, n'est plus d'empêcher cette simplification en elle-même, de se limiter à la regretter ou à se retirer sous la tente de ceux qui pensent, mais à éviter qu'elle n'entraîne la victoire de la forme sur le fond, de l'apparence, de la frime. Il nous faut relever le défi de restituer à travers le

labyrinthe des débats d'experts les choix politiques essentiels, et de mettre ces derniers en phase directe avec la vie quotidienne et les aspirations socio-politiques de nos concitoyens.

Autrement dit, faire en sorte que la clarification, la simplification nécessaires soient pédagogie et non démagogie. Et s'il est infiniment plus difficile d'être pédagogue que démagogue, cela n'est pas impossible et devrait être l'aspiration de tout communicateur qui se respecte. D'ailleurs l'opinion ne s'y trompe pas: ceux qu'elle considère comme les meilleurs politiciens sont aussi, parmi d'autres qualités moins visibles de l'extérieur, les meilleurs pédagogues. Citer des noms est toujours délicat, mais pour prendre un de ceux qui quittent la scène politique, je mettrai Jean-François Aubert. (R.L.)

Conclusion d'étape

Notre démarche et les remarques finales de nos lecteurs coïncident. L'accord fut involontaire, là où on ne l'attendait pas; cette découverte est la leçon de l'exercice, pour nous précieuse.

En choisissant quatre Entrées — d'autres auraient été possibles, nous l'avons dit; nous ne voulions pas élaborer un programme gouvernemental, mais faire un choix méthodologique — nous espérons déboucher sur «quelque chose», un point de convergence, ayant la vertu de donner un sens à des actions politiques plus ponctuelles. Or autre chose, en cours de route, s'est imposé à nous: notre société ne perçoit plus ou mal le temps politique, celui nécessaire pour qu'un projet national soit vécu communautairement. De la même manière, l'agitation boursière n'a rien à voir avec le temps de l'entreprise.

Cette conclusion a pu paraître formelle, à tort: la perception de la durée sociale, de la continuité, du patrimoine communautaire est constitutive du politique. Cette perception se perd aujourd'hui, parce que le discours politique est supplanté par d'autres discours, le scientifique, le médiatique, qui sont prédominants, qui ont non seulement leur langage spécifique, mais leur durée propre. A ce stade, inévitablement surgit la question: *Peut-on se ré-installer dans une durée «créatrice».* (S.R.)

Nos lecteurs, eux, ne souhaitent pas dis-

serter sur le temps politique, mais vivre, dans la durée d'un projet concret, le temps politique.

Au point de visée de vos réflexions, un vide: l'absence d'un projet commun pour la Suisse actuelle, dont le fiasco de CH 91 fournit le signe évident. C'est seulement cette «nouvelle frontière» qui permettrait de répondre aux questions posées. (A.C.)

J'aimerais qu'un parti me donne la perspective de pouvoir être fier d'être Suisse. (P.H.)

Nous ne concluons pas avec une proposition, choisie entre toutes. Le débat se poursuivra. Il faut aussi l'inscrire dans la durée.

Mais nous indiquons un choix préalable. Priorité devrait être donnée au dépassement des strates sociales: statut des saisonniers, des frontaliers, inégalité hommes-femmes, étirement des différences sociales, utilisation à notre profit, sans contrepartie suffisante, de la division internationale du travail. C'est pour nous, à la fois, une condition de survie et la pratique, dans la durée du temps politique, de la solidarité communautaire. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy (jpb)

François Brutsch

Jean-Daniel Delley (jd)

Catherine Dubuis

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Point de vue: Jean-Louis Cornuz

Invité: Philippe Bois

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof

Jean-Luc Seylaz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Jonas et les jansénistes

Carl-A. Keller: *Communication avec l'ultime* (Labor et Fides). Carl-A. Keller est connu non seulement des théologiens universitaires (il enseignait jusque tout récemment à la Faculté de théologie de l'Université de Lausanne), mais encore du très large public, qui suit ses cours à l'Université populaire — parmi ceux qui ont le plus grand succès à côté des causeries de Jacques-Edouard Berger (histoire de l'art) et de Pierre Feschotte (anthroposophie). Indépendamment du talent des conférenciers, il est intéressant de voir quels sujets attirent le plus grand nombre d'auditeurs.

Tout ceci pour dire que son livre, qui réunit des études parues souvent dans des revues très spécialisées, n'a rien d'universitairement pédant et rébarbatif, mais s'adresse à l'honnête homme d'aujourd'hui, celui qui souvent ne sait pas trop bien à quel saint se vouer et quelquefois trouve que ceux qui se proposent à lui ne sont pas très nombreux...

Quatre parties dans ce livre: *Ancien Testament* (deux études); *Religions* (sept études et par exemple «Violence et dharma, chez Asoka et dans la Bhagavadgita»); *Mystique* (huit études, dont l'une consacrée à quelques remarques sur la composition des hymnes shivaïtes tamouls); *Théologie* enfin (quatre études): à partir du christianisme, une ouverture admirable sur les religions orientales.

Je me contenterai de dire deux mots du premier texte: *Jonas. Le portrait d'un prophète*. Jonas avait beaucoup fasciné les Jansénistes, qui voyaient en lui l'illustration de leur thèse, selon laquelle non seulement l'homme ne saurait faire son salut sans la grâce divine, qui n'est accordée qu'à quelques-uns, mais encore ne saurait contrecarrer cette grâce, quand elle lui est accordée — se trouvant alors dans l'heureuse nécessité de ne pas pécher. En effet, nous voyons Dieu s'adressant à Jonas et lui comman-

dant d'aller à Ninive et de crier contre elle que (sa) méchanceté est montée devant. Et nous voyons Jonas s'enfuir au plus vite et s'embarquer pour se rendre loin de la Face de Yahvé. La suite, on la connaît: Dieu suscite une tempête; Jonas est précipité à la mer, avalé par un poisson, dans le ventre duquel il passe trois jours; dont il ressort contrit et renonçant désormais à se soustraire à l'élection divine (la grâce) qui s'avère, si j'ose dire, irrémédiable. Analysant le livre, Carl-A. Keller écrit: *Solitude dans le monde, mais communion intime avec Dieu, communion illuminée par la bienveillance du Maître tout-puissant, communion qui fait avancer l'homme dans la connaissance de la vérité: voilà la condition du prophète*. En passant, Carl-A. Keller mentionne l'essai d'un certain Blank, *peut-être l'étude la plus lumineuse sur Jonas 4*, lequel établit une relation entre la souffrance des hommes — Jonas, Jérémie, d'autres encore — et l'agonie de Dieu obligé (c'est moi qui souligne) de détruire ce qu'il a créé. Voilà qui ne va pas sans inquiéter: car enfin, n'est-ce pas dire que Dieu n'est pas libre — pas plus que l'homme vu par les jansénistes? ■

CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Une occasion pour la Suisse

(pi) Une association internationale, Trans-Europe-TGV, s'est créée sous l'impulsion de Jean-Pierre Chevènement, député socialiste, maire de Belfort et ancien ministre. Son but est d'améliorer les liaisons à grande vitesse entre Paris, Belfort et le nord de notre pays.

Actuellement, il faut 6 heures pour se rendre de Zurich à Paris, trajet qu'il serait possible de ramener à 4 heures 30 environ. Or le TGV, sous l'impulsion notamment du tunnel sous la Manche, tend maintenant plutôt à se développer sur le front ouest. Le projet de M. Chevènement n'a donc de chance de s'imposer qu'en misant sur le réservoir de

population des villes suisses alémaniques. Il peut également rallier à lui les défenseurs de la ligne du Simplon, qui profiterait des aménagements dans la région de Dijon (le temps de parcours Paris-Lausanne en serait diminué). C'est d'ailleurs à Lausanne, sur invitation de la Commission de la ligne du Simplon, que l'ancien ministre français est venu présenter son projet.

Côté français, l'idée a été reçue plutôt froidement. Il est vrai que notre voisin ne peut pas se permettre d'ouvrir partout des chantiers pour satisfaire chaque ville qui veut son TGV. Mais il n'empêche qu'une impulsion suisse pourrait s'avérer positive: c'est maintenant aux autorités fédérales et cantonales d'étu-

dier le projet et de donner leur avis. Nous tenons là une occasion de collaborer à la construction de l'Europe des transports. Car maintenant que Rail 2000 a été accepté, il faut songer à son intégration au niveau européen. Et la grande vitesse se développe chez nos voisins, du Pendolino italien à l'Intercity expérimental allemand, sans que nous puissions y participer: il a déjà été dit fort justement que notre pays n'y était pas adapté. Cela ne signifie pourtant pas que nous ne devions pas collaborer à l'élaboration d'un réseau européen. Et si nous ne pouvons le faire en offrant des couloirs pour des trajets à 300 km/h, nous pourrions participer au financement des projets qui se concrétisent autour de chez nous et dont nous profiterons largement. Des promesses financières de la Suisse augmenteraient certainement les chances du TGV-est, si cher au maire de Belfort.

Financer des chantiers étrangers? La pratique n'est pas nouvelle et nous en avons profité — les premiers itinéraires

Rentes AVS: 62, 63, ou 65 ans?

On semble décidé, dans les milieux fédéraux, à aborder le problème de l'égalité entre hommes et femmes dans des domaines sérieux (je ne suis en effet pas certain que la suppression du terme «mademoiselle» soit déterminante... et ne doive pas plus aux exigences des informaticiens qu'à la courtoisie). L'AVS est dans la ligne de tir.

L'un des points sensibles est celui de l'âge à partir duquel est ouvert un droit à la rente. Il est de 62 ans pour les femmes, de 65 pour les hommes. Il ne s'agit pas de l'âge de la retraite qui dépend, elle, du contrat de travail ou du statut de fonctionnaire applicable. Souvent, pourtant, il y a correspondance.

En Suisse, le Tribunal fédéral a décidé, dans une affaire T., que la différence n'était pas justifiée et que le canton concerné devait, dans un délai raisonnable, modifier le droit de la caisse de pensions de l'Etat. Mais le même Tribunal fédéral avait quelques années auparavant refusé d'examiner la constitutionnalité de la loi sur l'AVS (il n'a pas cette compétence). Le résultat est admirable

à travers les Alpes ont été aménagés avec les fonds des marchands étrangers qui voyageaient pour faire leur commerce. Et la Suisse a déjà participé financièrement au percement du tunnel du Mont-Blanc ou à l'électrification du tronçon de ligne SNCF manquant à l'époque pour relier Lausanne à Paris sans avoir recours à la vapeur. C'est d'ailleurs Jean-Pascal Delamuraz qui dit: «Nous devons aborder les autres pays européens (...) non pas en plaidant le "Sonderfall Schweiz" mais en clamant notre volonté de collaborer».

Si Bâle et Zürich veulent être reliées à Paris par TGV, et si nous voulons sauver la ligne du Simplon, le moment est venu de clamer notre volonté de collaborer. ■

(vive le fédéralisme triomphant): le canton n'a aucune possibilité de donner suite à cet arrêt sans dépenser des sommes exorbitantes ou recréer de nouvelles inégalités. Quelques cas de figure:

— La retraite est fixée à 65 ans pour tous les fonctionnaires. Hurlements des associations féminines garantis, et des masculines aussi: les femmes toucheraient l'AVS fédérale en plus de leur salaire et paieraient moins de cotisations comme rentières.

— La retraite est fixée à 62 ans pour tous. Les femmes peuvent vivre, en ajoutant à la pension cantonale l'AVS fédérale. Les hommes doivent attendre cette dernière jusqu'à 65 ans; et à moins d'être fortunés, ne peuvent pas vivre décemment. Les collectivités publiques n'ont pas les moyens de payer le «pont AVS».

— Même hypothèse, mais avec faculté pour les hommes de travailler jusqu'à 65 ans. Les femmes pourront-elles exiger de rester aussi? Certainement, par égalité de traitement. Dans certaines activités, l'arrivée de la retraite n'est pas très appréciée. Si une vendeuse de grand magasin est probablement heureuse de pouvoir être libre, il n'est pas certain qu'une professeur d'université parte à 62 ans de gaieté de cœur. La Cour de justice des Communautés européennes a jugé, dans une affaire anglaise, que l'égalité de traitement valait aussi pour la durée de l'emploi (26 février 1986).

On semble se diriger, dans le domaine de l'AVS, vers le compromis: 63 ans pour tout le monde. Mais s'est-on posé la question de savoir si une différence d'âge ne se justifiait pas? Comme on l'a vu, le Tribunal fédéral (suisse) répond non. Mais le Tribunal constitutionnel allemand, l'un de ceux qui ont été parmi les plus audacieux dans les questions d'égalité a décidé, dans un arrêt du 28 janvier 1987, que compte tenu de l'ensemble des circonstances sociales, la différence d'âge se justifiait, si

elle n'avait pas d'influence sur le montant de la rente. Il n'y a pas d'égalité de fait entre les hommes et les femmes dans la vie professionnelle, que ce soit pour les salaires ou les postes occupés. Les travaux faits par les femmes sont souvent plus pénibles (disons, de moindre intérêt) que ceux faits par les hommes et l'obtention d'une retraite plus tôt sert de compensation. Bien entendu, le tribunal retient la double charge du travail et de la tenue du ménage. Il convient aussi de rappeler le principe de la convention 111 de l'OIT sur la non discrimination: le rétablissement de l'égalité de traitement ne doit pas se faire en diminuant les avantages de groupes traités spécialement (ici, les femmes), mais en augmentant éventuellement ceux des autres groupes. Or, ce n'est pas par hasard s'il y a deux âges différents en Suisse: en 1948, 65 ans valaient pour tous et le législateur a voulu compenser certaines inégalités en «avantageant» les femmes.

C'est un peu compliqué. Mais ne peut-on pas espérer que les commissions fédérales pensent aux lois cantonales lorsqu'elles font des propositions? Qu'elles entrent en matière en même temps sur une révision de la LPP (2^e pilier)? Que le Tribunal fédéral pense aux conséquences de ses jugements?

Surtout, il me paraît déterminant que l'on se débarrasse de cette mentalité qui veut que l'on n'accepte pas que les cotisations que l'on a versées puissent servir à d'autres. En ai-je entendu des imbéciles se plaindre de ne jamais toucher de prestations de l'assurance-maladie faute d'être malade, et qui connaissent un voisin qui reçoit des sommes énormes grâce à sa maladie. Dans toute cette affaire, les seules solutions valables entraîneront des transferts entre personnes, entre groupes. Il y aura des «perdants», ceux qui recevront moins qu'ils n'auront payé.

C'est un peu cela, la solidarité, ce type d'organisation sociale qui permet de distinguer la civilisation de la barbarie.

Philippe Bois

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Philippe Bois est professeur de droit aux Universités de Neuchâtel et Genève.

Divorce de raison

(cjp) L'information a surpris les non-initiés: à partir du début de l'année prochaine, le portefeuille publicitaire de *La Suisse* ne sera plus affermé à Publicitas. Il y aura ainsi un quotidien en Suisse romande, si l'on fait abstraction des *Freiburger Nachrichten*, à autogérer ses pages publicitaires. On s'attendait depuis longtemps à un changement à Genève, en raison des relations très étroites de Publicitas avec *La Tribune de Genève*, dont elle possède 95% des actions (DP 742).

En Suisse alémanique, les quatre principaux quotidiens (*Blick*, *Tages-Anzeiger*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Berner Zeitung*) gèrent eux-mêmes leur partie publicitaire. D'autres journaux moins importants font de même et tous s'en portent bien (DP 788). Quelques journaux alémaniques ont avancé la somme de 50 millions de francs comme perte de vo-

lume d'annonces annuel par Publicitas à la suite de la modification de ses relations avec *La Suisse*. L'éditeur a probablement atteint des dimensions suffisantes pour organiser son service d'annonces avec la somme, certainement coquette, qui revenait à Publicitas pour le même travail. D'ailleurs les relations ne sont pas rompues, car les plans médias des annonceurs continueront de tenir compte de *La Suisse* si son audience reste élevée, et une partie de ceux-ci sont gérés par Publicitas. La rupture date en fait de la décision d'imprimer *La Tribune de Genève* à Lausanne, au futur Centre d'impression de Bussigny, propriété d'autres concurrents de *La Suisse*, le groupe *24 heures*.

Les travaux de construction de ce centre, au chemin de la Mochettaz, avancent. Une enquête complémentaire vient d'être ouverte jusqu'au 2 mars

pour divers agrandissements (station service, couvert sur voie CFF, pose de citernes, à mazout, à essence et diesel; modification des façades nord et ouest). Quand il sera terminé, tout sera en place pour une lutte acharnée pour la possession des marchés genevois et romand. Et il ne faut pas oublier les déclarations faites au sujet d'études de la maison Ringier (*Illustré*, *Hebdo*, *Emois*) sur le lancement éventuel d'un quotidien de langue française. La même maison est déjà candidate à la reprise de l'hebdomadaire français *Point de vue-Images du monde* dont l'éditeur a déposé son bilan.

Les lecteurs romands pourraient être invités à participer à une lutte de géants pour un marché pourtant assez étroit. ■

ENQUETE

Lectures patronales

(yj) Pour la troisième fois, un consortium d'éditeurs et d'instituts de sondages vient de publier une étude sur les habitudes de lecture des patrons (28,4%), managers (41,8%), fonctionnaires supérieurs (14,6%) et professions libérales (15,2%). Portrait-robot des 1095 lecteurs interrogés, représentatifs d'un univers estimé à 207'000 personnes/ménages: 98,3% d'hommes, 2/3 de 35-54 ans, 1/4 de diplômés universitaires ou EPF, 35% de revenus inférieurs à 100'000 francs (30% de refus de répondre).

Ces messieurs, qui résident sans doute en majorité dans la région de Zurich, lisent bien sûr chaque jour la *NZZ* (39,7%) et/ou le *Tages Anzeiger* (30,6%) dont l'orientation moins à droite ne semble pas les déranger. Il faut dire qu'ils se rattrapent avec les périodiques spécialisés: un sur cinq lit la *Schweizerische Handelszeitung* ou *Fi-*

nanz und Wirtschaft. A noter que le *Spiegel* fait tout de même un beau taux de lecture chez les cadres en général (12,7%) et dans les professions libérales en particulier (19,5%); mais l'hebdomadaire satirique *Nebenspalter* l'emporte de dix points dans toutes les catégories de public.

Le groupe Frey a pris une bonne place dans les attaché-cases et sur les bureaux des responsables: l'hebdomadaire *Weltwoche* et le mensuel *Bilanz* (plus ou moins sérieux dans ses informations et délibérément accrocheur dans sa présentation) font l'un et l'autre un quart de lecteurs.

On attendra encore longtemps les résultats d'une analyse comparable pour la Suisse romande et latine: le public n'est pas assez nombreux pour attirer l'attention — et l'argent — des éditeurs et annonceurs. ■

Concurrence accrue entre les agences suisses d'information. La CPS (correspondance politique suisse) développe ses services et l'ATS doit trouver les moyens de réagir. Il en résulte des difficultés internes qui sont apparues au grand jour au moment de la démission du rédacteur en chef Kleiner. Associated Press (AP) ne semble pas touchée par cette lutte.

Lancement du bimestriel *Fluchtblatt* comme organe de tous les mouvements qui s'opposent à la politique étroite d'asile de la Suisse.

ECHOS DES MEDIAS

Le quotidien soutenu par Christoph Blocher, le patron des usines d'EMS, le *Bündner Tagblatt* (BT) va mieux. Il y a plus d'abonnés, plus de publicité et le déficit de 1987 est inférieur d'un demi-million à celui de 1986. Il se monte encore à 600'000 francs.

Jean-Claude Rennwald a publié un excellent survol du paysage médiatique suisse dans le dernier numéro du Bulletin de l'Association des intérêts du Jura (ADIJ).